

# Le pouvoir aux travailleurs

26 AVRIL 2014

N° 200

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- GOUVERNEMENT ET DIRIGEANTS SYNDICALISTES, MAIN DANS LA MAIN AVEC LE PATRONAT, CONTRE LES TRAVAILLEURS !	2
- ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2015 : LES LOUPS AFFAMÉS SE PRÉPARENT POUR LA COMPÉTITION.....	3
- RECENSEMENT DE LA POPULATION SUR FOND D'ETHNISME !.....	4
- REVALORISATION DES PENSIONS DE RETRAITE À 8% ÇA RESTE UNE MISÈRE !.....	4 - 5
- AUGMENTATION DU PRIX DES MÉDICAMENTS UNE MESURE CRIMINELLE.....	5
- L'INCURIE DU GOUVERNEMENT EST RESPONSABLE DES MORTS DANS LES HÔPITAUX PUBLICS !.....	5 - 6
- S'OPPOSER À L'EXPLOITATION DES ENFANTS, C'EST S'OPPOSER À CETTE SOCIÉTÉ CAPITALISTE.....	6 - 7
- ZÉNITH YOPOUGON : VICTOIRE DES TRAVAILLEURS APRÈS 4 JOURS DE GRÈVE.....	8
- SICOGI PK 18 : LES TRAVAILLEURS SE REMOBILISENT.....	9
- CICO : LES TRAVAILLEURS DURCISSENT LE TON, LA DIRECTION RECULE.....	9 - 10
- POUR QUE LE 1 <sup>ER</sup> MAI REDEVienne UNE JOURNÉE DE LUTTE ET DE REVENDICATIONS DE LA CLASSE OUVRIÈRE !.....	11 - 12
- IL Y A 20 ANS, LE GÉNOCIDE AU RWANDA .....	12 - 13

**GOVERNEMENT ET DIRIGEANTS SYNDICALISTES,  
MAIN DANS LA MAIN AVEC LE PATRONAT, CONTRE LES TRAVAILLEURS !**

Comme dans une comédie bien huilée qui se déroule annuellement, les dirigeants de ce pays, c'est-à-dire, patronat et gouvernement, épaulés par les hauts dirigeants syndicalistes, se préparent à fêter à leur façon le 1<sup>er</sup> mai.

A cette occasion, le patronat lance commandes de tee-shirts et autre casquettes, le plus souvent d'ailleurs de bien médiocre qualité, pour habiller ceux qui acceptent de participer à leur comédie et de marcher aux pas cadencés devant un parterre de hauts dignitaires !

Dans cette grande comédie, les dirigeants gouvernementaux et syndicalistes, ont leur partition à jouer. Ainsi, deux semaines avant la date du 1<sup>er</sup> mai, le Premier ministre a reçu les dirigeants des centrales syndicales Ugtci, Dignité, Humanisme, Fesaci et autre Unartci, pour coordonner leurs discours, comme pour une répétition d'une pièce de théâtre ! Le secrétaire général de l'Ugtci, Joseph Ebagnerin, patron lui-même par ailleurs, a déclaré à cette occasion au nom des travailleurs : « *nous pouvons dire que 50% de nos revendications ont été réglées. L'autre moitié concerne les minimas sectoriels. Nous continuons de travailler* ». Bien sûr, lui et ses semblables n'ont pas le souci des fins du mois difficiles ! Et ce n'est certainement pas de ces lèche-bottes que les travailleurs peuvent attendre des améliorations nécessaires de leurs conditions de vie et de travail !

A entendre le Premier ministre Kablan Duncan, le gouvernement a déjà beaucoup fait pour les travailleurs. Il a déclaré qu'en deux ans, 2012 et 2013, le gouvernement a consacré la somme de 2.417 milliards de francs « *à la lutte contre la pauvreté* » ! Une somme équivalant à la construction de 19 ponts et échangeurs comme celui que Bouygues est en train de construire en ce moment, 20 ans après le début du projet ! Les Duncan et compères veulent amuser la galerie avec ce genre de déclaration mais ils ne trompent pas les travailleurs qui ont des yeux pour voir et qui savent que leurs conditions de vie entre ces deux dates n'ont pas changé. Elles se sont au contraire dégradées.

Les politiciens qui sont à la tête du gouvernement ne font que de la figuration pour faire croire qu'ils servent à quelque chose. Ils ne sont que des marionnettes au service de la classe des grands capitalistes qui sont les vrais maîtres. C'est la puissance de l'argent qui leur donne ce pouvoir.

C'est le propriétaire de l'entreprise qui décide de sa fermeture en jetant à la rue des familles entières ; c'est lui qui décide du maintien d'un travailleur au statut de journalier pour l'exploiter selon son bon vouloir ; il peut tout aussi bien renvoyer un travailleur dont la tête ne lui plaît pas sans en référer à qui que ce soit.

En Côte d'Ivoire, nombre de ministres et autres hauts dignitaires de l'Etat sont en même temps des patrons eux-mêmes. Certains possèdent des grandes plantations agricoles. C'est par exemple le cas du 1<sup>er</sup> ministre qui possède une plantation de 2500 hectares de cocoteraies. C'est aussi le cas de Billon, ministre du commerce, qui emploie près de 30.000 travailleurs. Il est le premier employeur de Côte d'Ivoire après l'Etat. C'est donc tout à fait naturellement que les hauts dirigeants de ce pays défendent les intérêts généraux du patronat, c'est-à-dire les leurs. Voilà pourquoi les lois sont toujours à l'avantage de la classe exploiteuse. Quand il arrive quelque fois qu'une loi gêne un riche, ce n'est pas un gros problème pour lui, puisqu'avec son argent il peut acheter qui il veut : ministre, député, juge et avocat. Son argent fait force de loi !

Dans ces conditions, les dirigeants à la tête du pays peuvent changer suivant des rapports de forces entre leurs partis politiques et leur clans, mais la situation des travailleurs et des pauvres reste toujours la même. Voilà pourquoi, le changement pour la classe des travailleurs ne peut venir que des luttes collectives qu'ils auront à mener. Ils ne peuvent compter que sur leur propre volonté et leur propre force pour défendre leurs intérêts, leurs droits et leur dignité en tant que travailleurs, dans les usines, dans les chantiers mais aussi dans les quartiers.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2015 :  
LES LOUPS AFFAMÉS SE PRÉPARENT POUR LA COMPÉTITION

Le 26 mars, une nouvelle alliance politique a vu le jour. Le FPI et 11 autres partis politiques se sont regroupés au sein d'une plate-forme dénommée « *Alliance des Forces Démocratiques de Côte d'Ivoire* » (AFDCI). En face d'elle, le RHDP est la principale force ; elle regroupe des partis qui se partagent le pouvoir actuellement. Là aussi, les choses semblent bouger. C'est que l'échéance présidentielle de 2015 pointe à l'horizon et les loups affamés sont aussi nombreux de part et d'autre.

Au sein de l'AFDCI, à part le FPI qui représente une réelle force, tous les autres ne sont que des figurants en mal de poste et de position. Leur prétendu parti ne représente dans la plupart des cas que leur propre personne ou leur petit clan pressé de passer à la soupe. Cette nouvelle alliance est une réplique presque identique du LMP que Gbagbo avait regroupée autour de lui en vue de l'élection présidentielle de 2010.

Il n'est pas impossible que le verbiage qui se veut agressif d'Affi N'Guessan cache en fait l'envie de se présenter à l'élection présidentielle pour jouer le rôle de marionnette face à Ouattara. Grâce à Affi N'Guessan, Ouattara pourra alors obtenir une estampille de « *président démocratiquement élu* » qui lui fait défaut, lui qui a été installé au pouvoir militairement par les puissances impérialistes. Si cela se passe ainsi, Affi N'Guessan pourrait alors le monnayer contre postes et positions à la mangeoire.

Comme en 2010, les remous ne sont pas impossibles au sein des différents camps en compétition.

Ainsi, par exemple, au sein du RHDP, si le clan Bédié a déjà trouvé grassement son compte, il semble vouloir surenchérir en monnayant son soutien en 2015 à Ouattara pour obtenir, entre autre, un poste de « *vice-président* ». Mais au sein même du Pdcj, il y a aussi de nombreux autres loups affamés. Eux aussi voudraient avoir des postes à la mangeoire. C'est le cas, par exemple de Konan Banny et de Kouakou Konan Bertin (KKB). On peut donc s'attendre à quelques remue ménages, d'ici 2015.

Il en va de même dans le camp Ouattara. Les Soro Guillaume et autre Hamed Bakayoko sont bien obligés de freiner leurs ambitions et attendre l'échéance suivante de 2020. Mais tous ces loups à grands crocs n'attendront peut-être pas cette échéance pour se lancer dans une bagarre ouverte et se positionner.

En fait, rien de fondamental ne différencie tous ces gens qui luttent pour le pouvoir. Tous, ils ne demandent qu'à servir les intérêts de la classe possédante, à commencer par ceux des puissances impérialistes, auxquels les Affi N'Guessan ont déjà montré leur servilité durant les 10 ans qu'ils ont passés au pouvoir, à plus forte raison ceux qui sont à leur place aujourd'hui.

# L E U R S O C I E T E

## RECENSEMENT DE LA POPULATION SUR FOND D'ETHNISME !

Les dirigeants politiques au pouvoir veulent à tout prix maintenir une politique ethniste en Côte d'Ivoire. En témoigne le questionnaire à remplir lors du recensement de la population lancé le 17 mars.

Ainsi, les Ivoiriens ont été divisés en 171 catégories : Bété, Baoulé, Yakouba, naturalisé, etc. Une catégorie a même été créée de toute pièce pour ceux dont le père et la mère sont d'ethnie différente : ceux-là ont été classés dans la catégorie des « *ivoiriens sans précision* » !

Il y a de quoi en être indigné, après l'histoire récente de la Côte d'Ivoire, où, pour leurs intérêts personnels, les dirigeants politiques ont mené une politique ethniste et xénophobe qui a tué des milliers de personnes.

Ils peuvent recommencer cette politique puisque ce sont rarement eux et les plus puissants qui en paient le prix fort. Bédié est à l'origine de la politique criminelle de « *l'ivoirité* », créée de toute pièce pour écarter en son temps son principal adversaire qu'était Ouattara. Il est à l'origine de la barbarie qui a déferlé en Côte d'Ivoire. Et c'est ce même Bédié qui fait aujourd'hui office de « *sage* » et jouit tranquillement de ses rapines ! Ce sont toujours les pauvres qui constituent les principales victimes des crimes de ces gens-là !

Quel intérêt ont donc tous ces

dirigeants à vouloir fouiner sur l'appartenance ethnique de la population ?

Tous ces serviteurs des intérêts bourgeois n'ont pas un programme fondamentalement différent les uns des autres. Ils n'ont donc pas une base électorale sociale. Voilà pourquoi, lors des joutes électorales, chacun cherche à gagner un électorat au sein des ethnies qui leur sont favorables. Ils ont donc besoin de connaître l'importance des différentes ethnies. Le recensement de la population leur permet d'actualiser leurs statistiques et orienter leurs discours ethniste, le moment venu.

Tous ces dirigeants politiques sont foncièrement dans le camp de la bourgeoisie, que ce soit le Fpi, le Rdr, le Pdc et consort. Ils ont tous en commun, au-delà du verbiage différent qu'ils peuvent adopter selon les circonstances, une politique globalement identique. Une fois installée au pouvoir, elle consiste à défendre les intérêts des capitalistes, à commencer par les plus puissants d'entre eux. On l'a vu durant 10 ans avec Gbagbo. Il a permis aux banquiers occidentaux de remplir leurs coffres comme un bon serviteur de leurs intérêts ! Ce qui ne les a pas du tout empêchés de le mettre à la CPI, une fois utilisé ! D'autant plus qu'en Ouattara, ils ont trouvé un cheval qui défend encore mieux leurs intérêts et qui semble peut-être aussi plus docile à manier !

## REVALORISATION DES PENSIONS DE RETRAITE À 8% CA RESTE UNE MISÈRE !

La direction de la CNPS (la caisse de retraite des travailleurs du privé) a annoncé la réévaluation des pensions de retraite à hauteur de 8% à compter de la fin

Avril avec un rappel de 4 mois. C'est une mesure qui n'aura presque pas d'effet sur le pouvoir d'achat des retraités.

## L E U R S O C I E T E

D'abord pour toucher la retraite, il faut être déclaré à la CNPS, et avoir cotisé au moins pendant 15 ans. Selon la CNPS elle-même, c'est seulement 10% des travailleurs qui remplissent les critères. L'écrasante majorité des travailleurs ne pourront pas percevoir les pensions retraite, après avoir été exploités pendant toute leur vie.

Les patrons ne ratent aucune occasion pour gruger les travailleurs. Parfois, ils prélèvent les cotisations sur les salaires sans pour autant les reverser à la CNPS. Sans parler de tous les travailleurs, journaliers ou contractuels qui sont de fait exclus du système de sécurité sociale.

Pour un retraité qui touche 30.000 F de pension par mois, l'augmentation de 8%

élève cette pension à 32.400F. Avec la hausse actuelle du coût de la vie, cette soi-disant augmentation est une moquerie.

Aller à la retraite, pour un travailleur, lorsque retraite il y a, c'est une condamnation à la misère. Et, comme la base de calcul des pensions de retraite est indexée sur le salaire, les retraités se retrouvent avec une pension dérisoire. Certains retraités vont jusqu'à se faire réembaucher comme journalier pour arriver à joindre les deux bouts.

Les intérêts des travailleurs ne sont pas pris en compte dans la société capitaliste. Ils n'obtiennent que ce qu'ils sont capables d'imposer par leur lutte.

## AUGMENTATION DU PRIX DES MÉDICAMENTS UNE MESURE CRIMINELLE

Les prix des médicaments ont connu récemment une augmentation. Même les médicaments génériques et autres produits de grande consommation comme les compresses, cotons, n'y ont pas échappé. C'est aussi le cas des petits pots pour les nourrissons qui sont passés de 820 ou 850 f à 950 ou 1000 f. C'est une décision dont les effets seront dramatiques pour les travailleurs et les populations pauvres qui n'arrivent déjà plus à se soigner correctement.

Même avec les prix d'avant, les populations pauvres, pour se soigner, sont obligées d'avoir recours à l'automédication

dans les « *pharmacies par terre* », ou chez les tradipraticiens qui ne sont rien d'autre que des charlatans. Pour ceux qui n'ont pas du tout les moyens, il ne reste plus que des pleurs et des prières, c'est-à-dire des choses inefficaces.

Ce gouvernement ne rate aucune occasion pour nous annoncer qu'il est à pied d'œuvre pour faire baisser les prix. Mais dans la réalité, c'est le contraire qui se passe. C'est un gouvernement qui, comme tous ceux qui l'ont précédés, ne peut rien refuser aux riches, quitte à laisser mourir les pauvres.

## L'INCURIE DU GOUVERNEMENT EST RESPONSABLE DES MORTS DANS LES HÔPITAUX PUBLICS !

Il a fallu le décès médiatisé aux Urgences du CHU de Cocody, de la

mannequin Awa Fadiga pour qu'au conseil des ministres du 09 avril, le gouvernement

# L E U R S O C I E T E

annonce le déblocage de 3 milliards de francs. C'est une somme dérisoire comparée aux besoins des hôpitaux publics en piteux état. Et cela relève bien plus d'une publicité à bon compte qu'autre chose.

Depuis de nombreuses années, les problèmes des différents CHU sont bien connus des autorités. Au CHU de Cocody, par exemple, sur 11 blocs opératoires, seuls trois sont fonctionnels. Le laboratoire ne marche pas faute de produits nécessaires pour faire les examens.

Le CHU de Yopougon n'a pas connu de vrais travaux depuis sa création en 1989. La salle d'accouchement est fermée depuis un an. Le scanner, la fibroscopie sont en panne.

Au CHU de Treichville, le bloc des tuberculeux est fermé depuis plus d'un an car tout y est délabré. Même l'eau de javel pour désinfecter, les gants, c'est-à-dire le strict minimum y manque.

Les pharmacies de la Santé publique présentes dans les différents hôpitaux publics manquent du minimum. Même le personnel soignant n'est pas en nombre suffisant.

Autant dire que la situation des hôpitaux est tout simplement catastrophique. Des gens y meurent chaque jour faute de moyens et de médicaments. Mais cela ne semble pas déranger les dirigeants et les riches car eux ne viennent pas se faire soigner dans les hôpitaux publics. Ils ont les moyens d'aller dans les hôpitaux privés, voire en Europe.

Le gouvernement au lieu de chercher des solutions pour résoudre tous ces problèmes vitaux pour la santé de la population pauvre, cherche plutôt des boucs émissaires parmi le personnel hospitalier. On comprend donc la colère des agents du CHU de Cocody qui ont organisé des sit-in pour protester contre la suspension de trois des leurs.

## S'OPPOSER À L'EXPLOITATION DES ENFANTS, C'EST S'OPPOSER À CETTE SOCIÉTÉ CAPITALISTE

Selon les statistiques officielles, plus d'un millions d'enfants de bas âges travaillent dans ce pays.

Cet organisme aux ordres du pouvoir veut faire croire à qui veut l'entendre que le nombre d'enfants ainsi exploités seraient à la baisse. Par quelle magie ? Parce que la « 1<sup>ère</sup> dame » en aurait fait son « *cheval de bataille* » ? C'est de la démagogie et rien d'autre !

Tout le monde peut constater que le nombre d'enfants scolarisés dans ce pays est en baisse. Inversement, ceux qui entrent dans la vie active dès l'âge de 7 à 8 ans sont en nette augmentation. Ceci, pour

la simple raison que la situation des parents en ville comme au village ne cesse de s'aggraver.

### Dans les campagnes...

Les prix auxquels les paysans sont obligés de vendre le café, cacao, hévéa, palmier à l'huile et autres coton et noix de cajou, ne leur permettent pas de s'en sortir. Beaucoup sont réduits à recourir à la main-d'œuvre infantile pour ne pas crever dans la misère.

Il en va de même des enfants des ouvriers agricoles. Leurs parents travaillent dans les plantations des Bédié, Billon,

# L E U R S O C I E T E

Unilevers, Bolloré et consort. Ils travaillent le plus souvent pour un salaire de misère allant de 500 Fr à 1000 Fr par jour travaillé. Avec un tel salaire de misère, comment peuvent-ils subvenir aux besoins les plus élémentaires de leurs enfants. C'est dans ces conditions que pour leur survie, les enfants sont condamnés aux travaux agricoles, parfois dans des conditions dramatiques dignes de l'esclavage.

Il faut rappeler que les premiers bénéficiaires de ces produits agricoles de spéculations sont avant tout les grandes multinationales que sont les Cargill, IPS et autres Armajaro.

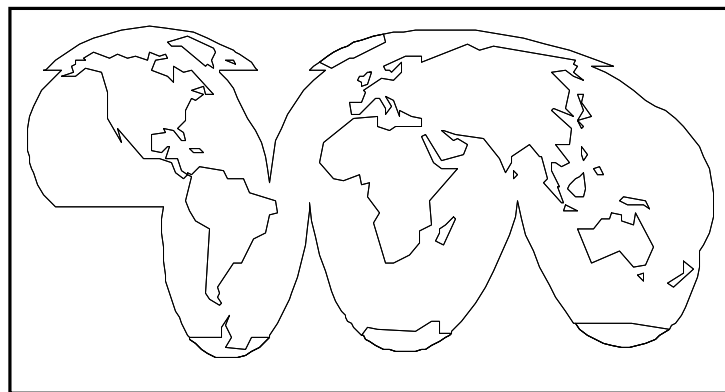
Dominique Ouattara joue à la dame patronnesse pour faire jolie devant les caméras mais son propre fils est le dirigeant de l'une de ces multinationales, en l'occurrence Armajaro. Cette entreprise boycotterait le cacao ivoirien depuis que le prix d'achat aux paysans a été légèrement augmenté. Elle aurait certainement préféré des prix plus bas en faisant travailler les enfants pour avoir une meilleure marge bénéficiaire.

## En ville...

Que peut faire un père de famille qui touche un salaire de 50 000F ? Il peut à peine nourrir sa famille, sans parler de les soigner et d'envoyer les enfants à l'école. Dans ces conditions, l'enfant qui peut rapporter de l'argent permet à la famille de vivre. A Abidjan, c'est à tous les coins de rue qu'on voit des enfants qui vous abordent pour vous proposer de prendre vos bagages, de cirer vos chaussures, etc. De nombreuses jeunes filles deviennent des servantes, mal payées maltraitées et exploitées.

A cause de la pauvreté des parents qui ne cesse de s'aggraver d'année en année, le travail des enfants est devenu une nécessité. Et les autorités en sont complices ! Lutter contre le travail des enfants, c'est changer les bases de la société dans laquelle nous vivons. Les capitalistes tirent leur richesse de l'exploitation des travailleurs, de leurs enfants et de leurs familles. Voilà pourquoi, il les maintient dans la misère.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

---

# LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---

ZÉNITH YOPOUGON :  
VICTOIRE DES TRAVAILLEURS APRÈS 4 JOURS DE GRÈVE

---

Zénith est une usine de fabrication des produits en plastique comme les sandalettes, les sachets et gobelets. Elle est située dans la zone industrielle de Yopougon. Le lundi 07 avril, toute l'usine était arrêtée suite à une grève spontanée des travailleurs.

Voici le récit d'un des travailleurs :

« C'est depuis plusieurs années que nous travaillons dans cette usine, dans des conditions très difficiles. Quand nous travaillons dans la journée, c'est 10 à 12 heures de travail avec seulement 30 minutes de pause. Ceux de la nuit font 12 heures sans interruption. Nous n'avons aucune protection alors que nous travaillons avec des produits chimiques hautement toxiques. Les heures supplémentaires imposées ne sont jamais payées. Le salaire d'un travailleur n'atteint même pas l'ancien Smig qui était de 36.000 F par mois. Nous sommes payés à 2500 F par jour, toutes indemnités comprises. Quant aux journaliers que les patrons recrutent chaque jour ou chaque début de semaine, ils ne sont pas considérés comme des travailleurs. A ceux-là, ils versent des salaires dérisoires de 1500 F par jour. A côté de nous qui travaillons directement avec Zénith, il y a des travailleurs de la sous-traitance qui sont payés 45.000 F par mois.

Depuis l'annonce du changement de Smig, la grogne se faisait entendre parmi nous. Mais toutes tentatives de négociation avec la direction ont toujours échoué. Elle a fait comme si de rien n'était. Nous avons continué à travailler 12 heures par jour avec ce salaire de misère. Mais ce lundi 07 avril, comme un volcan qui ne peut plus contenir ses laves, nous avons tout arrêté et occupé

l'usine. La direction, au lieu de nous recevoir, a commencé par faire de la diversion en essayant de nous diviser. Comme ce jeu n'a pas marché, le lendemain mardi 08, elle a fait appel aux forces de l'ordre. Mais nous avons gardé les usines fermées, l'entrée interdite à tous. Les travailleurs de la sous-traitance étaient aussi dans la danse. Donc personne ne pouvait faire fonctionner quoique ce soit. La direction pensant qu'elle pouvait nous avoir à l'usure, a attendu jusqu'à jeudi et s'est rendue compte que nous étions déterminés à aller plus loin.

Et c'est ce jeudi 10 avril que les négociations ont commencé. A l'ordre du jour il y avait deux points essentiels, à savoir : 8 heures de travail et l'application du nouveau Smig, 60.000 F plus l'indemnité de transport qui est de 25.000 F etc. La direction acculée, a accepté les deux points. Quant aux travailleurs de la sous-traitance, ils ont obtenu une augmentation de 5.000 F sur le salaire. Ils passent ainsi de 45.000 à 50.000 F.

Les travaux ont repris le vendredi 11 avril dans une ambiance fraternelle parce que nous avons appris qu'ensemble nous avons pu faire déplacer ce qui était comme une montagne. C'est ce sentiment de satisfaction qui anime tout le monde aujourd'hui et l'idée aussi de continuer à nous organiser pour pouvoir demander encore plus ».

Car il reste encore des problèmes comme l'unification des salaires, la déclaration à la CNPS ou un contrat d'embauche, les conditions de sécurité et d'hygiène, les cadences infernales et leur faire avaler leur mépris à notre égard. Affaire à suivre.



---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---



---

### SICOGI PK 18 : LES TRAVAILLEURS SE REMOBILISENT

---

Le chantier de la Sicogi à Abobo PK18 est une promotion immobilière dont la réalisation est confiée à l'entreprise chinoise dénommée Covec-ci. Depuis deux ans, les ouvriers mènent régulièrement des luttes pour l'amélioration de leurs conditions de travail. La dernière des luttes date du mois de février dernier et se poursuit encore.

Voici l'histoire racontée par un travailleur :

*« C'est en début du mois de février que nous avons marqué un arrêt de travail de 4 jours. Cet arrêt a obligé la direction à respecter le barème du bâtiment en ce qui concerne les manœuvres. Aujourd'hui, le salaire d'un manœuvre est passé de 3000F à 4180F par jour. La direction a pris aussi la décision de déclarer à la caisse de retraite (CNPS) les travailleurs qui ne l'étaient pas encore. Quant aux ouvriers, ils ont eu de petites augmentations sur leur catégorie ou sur le prix de la tâche pour les tâcherons. En ce qui concerne l'augmentation à proprement parler des ouvriers, la direction a dit qu'elle attend le changement de catégorie qui sera proposé par l'Etat.*

*Et donc, depuis cette date, les ouvriers sont dans l'attente de ce changement. Mais plus le temps passe, plus les travaux aussi avancent. Et il n'y a pas longtemps, la direction a annoncé la réduction du personnel qui doit passer de 800 à 400. La nouvelle de la suppression de 400 postes a évidemment apporté un*

*vent de mécontentement. Les travailleurs se sentant tous menacés ont commencé à murmurer. Finalement, craignant une réaction violente de la part des travailleurs, la direction s'est rétractée pour dire que ce ne sera pas un renvoi collectif, ni par vague, mais plutôt par rapport à ceux qui feront des fautes lourdes ou qui joueront à la paresse. Mais pour les travailleurs, quel que soit le mode de renvoi, le résultat sera toujours le même. La direction veut arriver à ses fins qui est de se débarrasser des travailleurs qu'elle trouve un peu combatifs ou encombrants.*

*Aujourd'hui Elle craint que nous reprenions la lutte pour une augmentation de salaire. Il y a de cela un an, pendant les premières grèves, elle avait déclaré que si elle augmentait les salaires de plus de 500 F l'entreprise allait couler. Un an après, les travailleurs l'ont obligée à accorder une augmentation de plus de 1000 F pour les manœuvres, sans qu'elle ne coule. Donc elle est consciente que les ouvriers se serviront de cet exemple pour exiger un peu plus, quelles que soient les décisions de l'Etat. D'ailleurs depuis un certain temps le ton monte du côté des machinistes qui sont payés comme des manœuvres.*

*Ce renvoi vite programmé par les patrons alors qu'il y a encore du travail, n'est qu'une mesure préventive pour nous affaiblir. Mais nous avons compris leur jeu, c'est pour quoi nous voulons vite attaquer pour tuer l'œuf dans la poule ».*

---

### CICO : LES TRAVAILLEURS DURCISSENT LE TON, LA DIRECTION RECOULE

---

CICO est une entreprise de travaux du BTP, c'est elle qui a en charge la construction du siège et de la résidence du

groupe de téléphonie mobile GREENN à Cocody. Le lundi 14 avril dernier, les travailleurs de ce chantier ont remporté

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---

une petite mais précieuse victoire sur la direction. Ils ont obtenu le paiement des trois primes qu'ils réclamaient.

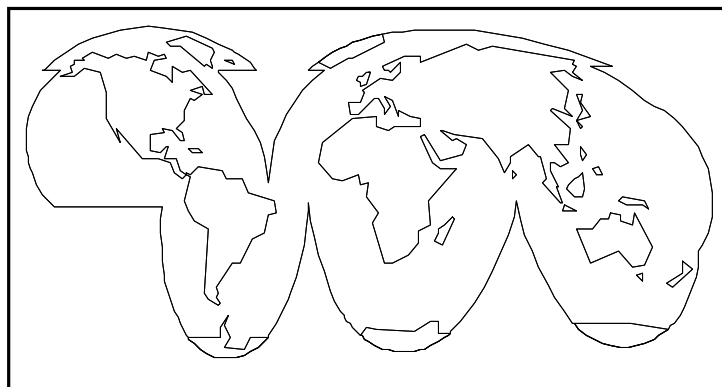
Voici le récit d'un des travailleurs :

C'est depuis le mois de février que nous avons commencé à nous organiser pour réclamer des meilleures conditions de travail et une augmentation de salaire. La direction informée, engagea le bras de fer en mettant à la porte 7 travailleurs considérés comme des meneurs. Pour soutenir nos collègues, le chantier fut arrêté le lundi 25 février. Mais la direction réussit à nous diviser et bon nombre de travailleurs reprirent le travail le même jour. C'est seulement 21 personnes qui sont restées fidèles au mouvement. Malgré cette reprise forcée, le mécontentement grandissait, et le ralentissement des travaux allant avec, la direction finit par céder et revint sur sa décision en réintégrant les 28 ouvriers. Elle paya même les 5 jours qu'ils avaient passés à la maison. Ce fut déjà une première victoire.

Une fois les collègues réintégrés, nous avons aussitôt commencé à exiger que la direction donne suite aux autres points des revendications. Mais plutôt que de nous répondre, elle a voulu se jouer de nous, en proposant des contrats dits de

«régularisation». En effet, elle voulait nous faire signer des contrats à durée déterminée à terme imprécis, pour que, une fois signés, elle se débarrasse de nous. Et pour atteindre son but rapidement, elle a obligé les manœuvres à signer les contrats de force. Informés, nous avons interpellé la direction. C'est ainsi qu'une première rencontre entre elle et nos représentants a eu lieu le vendredi 04 avril. A cette rencontre elle accepta de retirer ce contrat ; de payer les indemnités de rupture de contrat avant de faire signer les contrats à ceux qui le veulent. Une autre rencontre a été prévue pour le vendredi 11, mais finalement c'est le samedi 12 qu'elle a eu lieu. Mais contre toute attente, la direction a proposé de ne payer que la prime de gratification. A l'annonce de cette nouvelle sur le chantier, le même jour à la descente, la colère a monté d'un cran à tel point que beaucoup ont accusé les représentants, de corrompus, d'achetés. On a décidé de tout arrêter le mercredi matin si la direction ne revenait pas sur sa décision dans les deux jours qui suivaient. Le lundi matin, avant de reprendre le travail, les travailleurs revenaient à la charge en exigeant une rencontre avec la direction, le même jour et, cette fois-ci, sur le chantier. Ce jour-là les patrons ont cédé.

### TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

POUR QUE LE 1<sup>ER</sup> MAI REDEVienne UNE JOURNÉE DE LUTTE  
ET DE REVENDICATIONS DE LA CLASSE OUVRIÈRE !

### **Les origines de la commémoration**

Le 1<sup>er</sup> Mai était une journée de lutte des travailleurs à l'échelle du monde entier et l'est encore dans de nombreux pays.

Dans la 2<sup>ème</sup> moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, la situation de la classe ouvrière en Europe et aux Etats-Unis était à bien des égards comparable à ce qu'elle est aujourd'hui dans de nombreux pays pauvres tels que la Côte d'Ivoire, le Cambodge, le Bangladesh, etc. A cette époque, la durée du temps de travail dépassait les 10 à 12 heures par jour, pour un salaire de misère. Les congés payés, la retraite et autre, l'assurance contre les maladies et les accidents de travail n'existaient pas. La classe ouvrière était parquée dans des taudis insalubres. Les ouvriers qui commençaient à travailler dès le bas âge (entre 8 à 10 ans) manifestaient des signes de vieillesse déjà à partir de 35 ans. Les crises de surproduction jetaient régulièrement les ouvriers à la rue, les privant de toutes sources de revenus.

Face à cette situation intenable, la classe ouvrière va vite chercher à s'organiser pour se défendre. Une des revendications à cette époque était les « 8 heures de travail ».

Le 1<sup>er</sup> mai 1886, il eut un grand mouvement de grève à Chicago au Etats-Unis pour l'application des 8 heures. Le mouvement fut réprimé et en représailles, 5 des dirigeants furent arrêtés et condamnés à la pendaison.

En souvenir de cette journée, à l'appel des dirigeants de la 2<sup>ème</sup> internationale ouvrière qui était l'organisation politique de la classe ouvrière, le 1<sup>er</sup> Mai est devenu une journée de lutte des travailleurs du monde entier,

pour revendiquer notamment la journée de travail de 8 heures.

Dans le passé, les riches des beaux quartiers s'enfermaient dans leurs appartements pendant plusieurs jours aux alentours de cette date. Ils faisaient des réserves de nourriture parce qu'ils avaient peur de la réaction des ouvriers.

En France, dans la ville de Fourmies (Nord), l'armée a fait 10 morts et 80 blessés le 1<sup>er</sup> mai 1891. La liste des 1<sup>er</sup> Mai sanglants dans le monde serait longue à énumérer.

### **Comment patrons et gouvernements ont essayé de récupérer le 1<sup>er</sup> Mai**

Par la suite les patrons et les gouvernements vont récupérer le 1<sup>er</sup> Mai. D'abord, le jour sera déclaré férié pour tenir les travailleurs loin de leur lieu de travail. En plus, ils vont encadrer les actions menées par la classe ouvrière pour les canaliser vers des voies stériles.

Le 1<sup>er</sup> mai, ici en Côte d'Ivoire, est perçu comme la fête du travail. Ce jour-là de grands défilés officiels, encadrés par des notables des régimes et par des dirigeants des grands syndicats, sont organisés. Les responsables syndicaux sont ceux-là même qui souvent vont quémander le sponsoring des patrons pour organiser les défilés. C'est pourquoi en contrepartie, des patrons d'entreprise en profitent pour faire aussi de la publicité de leurs produits.

Pour berner les travailleurs, des « cahiers de doléances » sont remis à cette occasion au gouvernement et au patronat et qui va tout droit dans la poubelle.

### **La situation de la classe ouvrière en Côte d'Ivoire**

En Côte d'Ivoire, les ouvriers ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts. Depuis des années, l'ouvrier est confronté à des prix qui ne cessent de grimper. Les loyers, le transport, les produits de premières nécessités connaissent de continuelles augmentations, sans que les salaires ne suivent ces indices. Ce qui réduit d'année en année le niveau de vie de l'ouvrier et de sa famille.

Le nombre de journaliers est en constante croissance par rapport aux embauchés avec des contrats à durée indéterminée. Il y a des journaliers qui ont 10 ans, 15 ans, voire même plus d'ancienneté dans la même entreprise. Les salaires sont si bas que l'ouvrier n'arrive pas à couvrir ses besoins les plus élémentaires, c'est-à-dire manger, se vêtir, se déplacer et se soigner. La pression du

chômage est telle que les travailleurs subissent les caprices des patrons sans broncher. L'allongement de la journée de travail et l'accélération des cadences augmentent le stress et détériorent la santé des travailleurs.

### **Une tradition à faire renaître**

La classe ouvrière ne peut trouver son salut que dans son organisation et les combats qu'elle peut mener, afin de pouvoir répondre d'une seule voix aux coups du patronat et du gouvernement. C'est pourquoi Les militants ouvriers de tous les pays, doivent faire renaître la flamme du 1<sup>er</sup> Mai pour qu'elle redevienne une journée de lutte de la classe ouvrière. Il est important de saisir cette occasion pour réaffirmer la fidélité et la vitalité des idéaux du mouvement ouvrier.

## IL Y A 20 ANS, LE GÉNOCIDE AU RWANDA

Le 6 Avril 1994, lorsque l'avion du président rwandais Habyarimana a été abattu d'un tir de missile à proximité de l'aéroport de Kigali la capitale du pays, un véritable génocide a déferlé dans tout le pays. En moins de cent jours, près d'un million de Tutsis et de Hutus modérés ont été éliminés à coups de machettes et de mitrailleuses par le clan du président, qui a trouvé la mort dans cet attentat. Des centaines de milliers de gens ont été entraînés à en assassiner d'autres centaines de milliers, leur propres voisins, leur propre entourage.

Dans les années qui ont suivi l'indépendance de ce pays, les dirigeants politiques ont systématiquement soufflé sur les braises de l'ethnisme. Les deux communautés étaient en réalité deux catégories sociales qui partageaient la même langue et la même culture, que la colonisation avait érigées en ethnies rivales.

Pendant des années les radios et télévisions ont répété à la population hutue crédule que tout était de la faute de leurs voisins Tutsi. Si le chômage fait rage et que les gens ne trouvent pas de boulot, c'est la faute aux Tutsi. Pas d'écoles ni d'hôpitaux ? C'est la faute aux Tutsi. Ceux qui lisent le journal de telle couleur : des Tutsi mauvais. Le journal d'une autre couleur : des Hutu méchants. Et allons crient les meneurs, brûler les imprimeries de ceux qui les éditent et les kiosques qui les vendent !

Et tout cela, dans une période où la misère galopant dans les campagnes, les différentes communautés se retrouvent mêlées, imbriquées et fusionnées dans les grandes villes comme Kigali, mais aussi Nairobi, Kinshasa ou Abidjan, au sein desquelles les mariages mixtes se développent, où les barrières ethniques se dissolvent dans la population mêlée.

Ce sont les politiciens arrivistes, soutenus par des impérialistes plus ou moins complices et rivaux en même temps,

qui ont attisé les différentes ethnies pour protéger leurs intérêts et ceux de leurs maîtres impérialistes en utilisant une ficelle du vieux colonialisme : diviser pour régner.

Mais dans les mégapoles africaines aujourd'hui, les pauvres, les prolétaires, les démunis, subissent les mêmes conditions de vie infernales quelle que soit l'origine ethnique ou géographique de leurs parents. Que ceux-ci proviennent des quatre coins cardinaux du pays ou d'un pays limitrophe à la faveur des vagues successives d'immigrations qui ont jalonné l'histoire, n'a plus beaucoup de sens dans la réalité d'aujourd'hui, sauf pour les xénophobes. Les travailleurs peuvent prendre conscience que ce n'est qu'en s'unissant par delà les origines ethniques et au nom de leurs intérêts communs, qu'ils peuvent affronter leurs vrais ennemis : les capitalistes.

### **L'Etat français responsable et coupable**

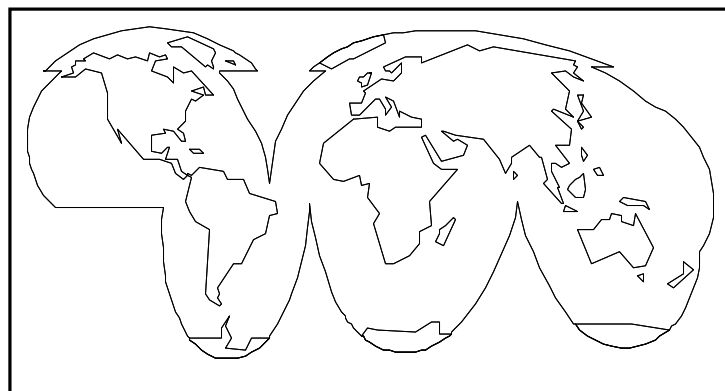
C'est une évidence que les gouvernements français de l'époque, droite et gauche confondues ont une responsabilité écrasante dans le génocide.

Ils avaient choisi de soutenir le gouvernement Hutu, seul garant à leurs yeux des intérêts des capitalistes français dans cette partie de l'Afrique dite des « *Grands lacs* », au sous-sol regorgeant de richesses.

Sans l'armement par la France, pas de milice Hutu ! Sans le corridor fait aux massacreurs Hutu, aucun d'entre eux n'aurait pu s'enfuir après avoir commis leurs horreurs !

Le génocide est une réalité que seuls des menteurs cyniques comme les autorités françaises peuvent nier. Cela ne fait pas de Kagamé un démocrate sans tache. Et les autorités américaines qui le soutiennent aujourd'hui n'hésiteront pas à se débarrasser de lui et à l'assimiler à un horrible dictateur si d'aventure il se détournait d'elles. C'est ce qu'elles ont fait avec Saddam Hussein qui est passé du statut de grand ami de la démocratie à celui du pire ennemi de la liberté quand il a osé défier le gouvernement américain en cherchant à brigander pour son propre compte.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



**UNISSONS-NOUS !**

# CE QUE NOUS VOULONS

## Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.